

COMITE POUR UNE PAIX JUSTE

"Les jeunes palestiniens ont besoin de contacts extérieurs"

Un groupe d'adolescent-e-s palestinien-ne-s séjournera au Luxembourg en juillet, invité par le Comité pour une paix juste au Proche-Orient. Le woxx a questionné une des responsables sur les motivations du projet.

woxx: *Votre comité s'engage pour une "paix juste au Proche-Orient". Quelles sont vos activités?*

Martine Pinzi: Depuis sa création en avril 2002, le comité a mené plusieurs types d'actions. Nous avons organisé des conférences, souvent en collaboration avec d'autres ONG: Michel Warschawski, écrivain israélien et directeur du Centre d'information alternatif de Jérusalem, est venu au Luxembourg, ainsi que Ruth Il Raz du mouvement Bat Shalom, coalition de femmes pour la paix, qui a parlé sur la campagne internationale de reconstruction des maisons palestiniennes.

Nous avons également fait venir une troupe palestinienne de Gaza qui a présenté la pièce de théâtre "Checkpoint". Le cinéma Utopia a projeté deux films en présence du réalisateur palestinien Michel Khleifi et du réalisateur israélien Eyal Sivan. Le film documentaire "Jénine, Jénine", interdit en Israël, a été présenté en première mondiale au Kinosch de la Kulturfabrik, en combinaison avec un débat. Lors d'une soirée de solidarité, les groupes "Noura" (musique Raï), "Alawda" (musique traditionnelle palestinienne) et le groupe hip-hop "Antifada" ont donné un concert.

Enfin nous avons organisé des manifestations de rue afin de sensibiliser l'opinion publique sur la situation dans



Fête de solidarité du 26 octobre 2002.

les territoires occupés et d'exiger d'Israël le respect du droit international. Nous avons manifesté lors des réunions du Conseil des ministres européen au Kirchberg et avons été reçus par des ministres. Lors de toutes ces actions, nous nous sommes également solidarisés avec les mouvements de la paix israéliens.

Comment voyez vous évoluer la situation en Palestine ?

Le conflit ne prendra fin, la paix ne pourra aboutir que si Israël est contraint à respecter le droit international. Israël doit mettre fin à l'occupation de la Palestine et se retirer derrière les frontières internationalement reconnues. C'est d'ailleurs ce que préconise le camp de la paix en Israël même.

Je trouve que la communauté européenne devrait se mobiliser en force pour exiger le retour à la légalité internationale fondée sur la charte des Nations Unies et le droit à l'autodétermination des peuples. En termes optimistes: c'est ce que la mise en oeuvre de la feuille de route devrait permettre d'atteindre: la Terre Sainte partagée entre un Etat de Palestine et un Etat d'Israël, en paix l'un avec l'autre et avec tous les pays du Proche-Orient.

Comment l'idée vous est-elle venue d'inviter de jeunes Palestiniens au Luxembourg ?

A l'origine de ce projet se trouve l'initiative prise par la commune de Molenbeek (Bruxelles), d'héberger des enfants palestiniens dans un home de vacances à Virton pendant l'été 2002. Notre Comité avait soutenu cette initiative par le financement de quatre billets d'avion.

Lors de la fête donnée pour ces enfants palestiniens, quelques membres de notre comité ont participé et nous avons eu l'occasion de rencontrer nos camarades de l'association belgo-palestinienne.

Ceux-ci nous ont détaillé leur projet de parrainage et l'idée a germé en nous progressivement. Finalement nous avons décidé d'initier un projet analogue au Luxembourg, mais avec des enfants plus âgés, capables de transmettre leurs témoignages.

D'ailleurs, lors de la réalisation sur le terrain du projet "encouraging the participation of women, youth and students in environnement and safety activities", financé par le Ministère des affaires étrangères, des experts luxembourgeois se sont rendus compte que l'un des besoins les plus pressants pour les jeunes Palestiniens est d'avoir des contacts avec le monde extérieur. Cette idée a donc été reprise par le Comité pour une paix juste, en vue de sa réalisation. Les contacts établis par "Iwerliewen fir bedreete Volleker" avec des organisations et autorités locales ont par la suite permis de faciliter sa réalisation.

Le nom de votre Comité indique que vous ne voulez pas seulement oeuvrer dans l'intérêt des Palestiniens mais pour une "paix juste". Pourquoi alors n'inviter que de jeunes Palestiniennes ?

Notre choix s'est porté uniquement sur des jeunes Palestiniens car ce sont eux qui vivent sous occupation. Ce sont eux avant tout qui ne connaissent pas de période d'accalmie, car la mort, les destructions de maisons, les vexations font partie de leur quotidien. Ce sont eux qui ont des difficultés à circuler librement d'une ville à l'autre, même pour se rendre à l'école, ce sont leurs écoles qu'on détruit. Ce sont eux qui sont bloqués dans les "checkpoint" durant des heures interminables et ne peuvent pas passer leurs examens ou se rendre à l'hôpital. Ce sont eux qui subissent l'isolation et l'exclusion. Ce sont eux les victimes des exactions des soldats israéliens.

Pour notre comité, une paix juste, cela ne signifie pas une paix imposée à une population humiliée, brisée, op-

primée et réduite au silence, mais une paix juste pour deux peuples ayant droit à la dignité. Nos moyens étant limités, il est clair que nous devons fixer des priorités. Donc nous invitons d'abord de jeunes palestiniens. Plus tard, si la situation évolue là-bas, on pourrait faire venir un groupe mixte, pourquoi pas?

Qui sont ces jeunes? Comment se déroulera leur séjour?

Il s'agit d'étudiants de 17, 18 ans, filles et garçons, musulmans et chrétiens, venant de la Cisjordanie occupée. Leur départ est organisé par Judeh Jamal, qui est déjà venu au Luxembourg, et le PARC (Palestinian Agricultural Relief committees) qui est une des ONG les plus représentatives de Palestine.

La première semaine, les jeunes seront logés ensemble avec leurs accompagnateurs dans une maison à la campagne. Puis, à partir du 12 juillet jusqu'à la fin de leur séjour le 28, ils seront hébergés dans des familles d'accueil au Luxembourg, dans lesquelles ils seront en contact avec des jeunes de leur âge. Il y aura d'une part des activités purement récréatives comme un tournoi de foot à la maison des jeunes de Bettembourg, du camping, du canoë-kayak, du vélo. Une fête de solidarité avec la Palestine est prévue pour le 18 juillet à la Kulturfabrik. On organisera aussi des visites touristiques et des excursions au Luxembourg et dans la Grande Région.

D'autre part il y aura des activités éducatives et culturelles: participation à des cours de français au Centre de langues les matins, participation à des cours de danse hip-hop et de sculpture sur bois à l'Académie d'été les après-midi. En plus, un partenariat scolaire avec trois lycées techniques (LT) luxembourgeois est en cours, préparé par contact internet et par des débats autour de films. Les partenaires sont le LT des arts et métiers à Luxembourg, le LT d'Ettelbruck et le LT du Nord à Wiltz. Le "Comité pour une paix juste du Pays haut" a invité les jeunes à fêter le 14 juillet à Mont St Martin et à une excursion à Paris.

Quelles sont vos attentes par rapport à la venue de ces jeunes ?

Avant tout, leur offrir quelques semaines de vacances, de loisirs, de vie normale. C'est une manière de briser leur isolement et de leur témoigner notre solidarité.

Nous avons choisi pour ce projet de jeunes Palestiniens s'exprimant relativement bien en anglais afin de pouvoir communiquer avec nos jeunes. Ils pourront témoigner sur la vie et la situation de la population dans les territoires occupés. Dans le contexte du dialogue des cultures, nous souhaitons leur permettre d'établir des contacts avec des jeunes du même âge qui habitent au Luxembourg. Nous espérons qu'il en ressortira des liens dans le futur, à travers la correspondance par e-mail, ou par des jumelages.

Rédaction: RK

AMNESTY INTERNATIONAL

Où va la politique d'asile européenne?

Les futures priorités du système d'asile européen seront débattues lors du sommet européen de Thessalonique. Amnesty International critique la place primordiale accordée par l'Union aux mesures de contrôle et de répression envers les demandeurs d'asile.

L'analyse critique des propositions du Royaume-Uni, de la Commission et du HCR, notamment en matière de traitement extraterritorial des demandes d'asile (création, par exemple, de "zones de protection" à l'extérieur de l'Union Européenne, où seraient rassemblés et renvoyés tous les demandeurs d'asile en provenance d'une région) a permis à Amnesty International de mettre en évidence un certain nombre d'insuffisances juridiques, notamment: la légalité des transferts (demandeur d'asile transféré dans un autre Etat où sa demande serait examinée); la question de savoir si la "protection" extraterritoriale serait efficace; les préoccupations en matière de détention des demandeurs; l'approche punitive à l'égard de pays au moyen d'accords de réadmission.

Cette analyse montre qu'il est grand temps pour les dirigeants de l'UE d'opérer une refonte radicale de leur action dans le domaine de l'asile. Au lieu en effet de proposer une gestion coordonnée des problèmes liés à l'afflux des demandeurs d'asile en Europe, les dirigeants politiques ont recours à des solutions à court terme, dictées par les circonstances. Ils les font passer dans la précipitation, sans

tenir suffisamment compte des normes internationales relatives au droit des réfugiés et aux droits humains.

(...)

A l'occasion du Sommet de Thessalonique, Amnesty International Luxembourg demande au gouvernement luxembourgeois:

- De défendre des stratégies de protection des réfugiés et demandeurs d'asile claires et sans équivoques. Les intérêts supposés de l'Union et des Etats membres ne doivent pas l'emporter sur le devoir de donner asile et assistance.

- De contribuer à la mise en uvre de perspectives cohérentes permettant de garantir aux réfugiés une protection adaptée et satisfaisant leurs besoins dans le domaine humanitaire.

- De faire en sorte que les Etats Européens ne se déchargent pas de leurs responsabilités sur des Etats vulnérables.

- Plus précisément, de s'abstenir de prendre des engagements financiers qui permettraient la réalisation de propositions visant à mettre en place des centres de traitement de transit.

Amnesty International